

À quoi sert encore le communautaire?

Il n'intéresse aucun francophone, la plupart des Flamands s'en sont lassés et la Belgique devrait avoir d'autres chats à fouetter. Mais rien à faire. Il est revenu.

Texte:
Catherine
Ernens

Amis wallons, séparons-nous. Waalse vRIENDEN, laat ons scheiden. Cette petite ritournelle, la N-VA la fredonne depuis le début des années 2000. Le nationaliste Sander Loones, ex-ministre fédéral, vient de ressortir la rengaine sur Twitter pour commenter une enquête qui estimait que 20 % des francophones avaient eu une liaison sur leur lieu de travail contre 8 % des néerlandophones, tellement plus sérieux. Quelques jours plus tôt, la ministre Homans revenait batailler contre les bourgmestres de quatre communes de la périphérie bruxelloise en refusant de les nommer tout en invoquant la sempiternelle circulaire Peeters. Une disposition flamande qui a pourtant été invalidée par le Conseil d'État et qui le sera encore.

À son congrès du 26 janvier dernier, le parti nationaliste a ressorti son cri de guerre en faveur du confédéralisme: "Nos problèmes, nos solutions, notre argent". C'est aussi simple que ça. Mais "Faire sans le PS, c'est déjà une réforme de l'État en soi", ça ne marchera pas une deuxième fois au lendemain des élections du 26 mai. Il faut aller plus loin. D'ailleurs, l'ancien ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) vient d'annoncer sa volonté de scinder la police fédérale, "conséquence logique de notre confédéralisme".

Depuis 1970, l'État belge a connu six réformes institutionnelles. Le gouvernement Michel, dédié aux réformes socio-économiques, est parvenu à congeler les velléités flamingantes. Mais il a rendu la N-VA fréquentable puisqu'il a gouverné avec elle durant toute une législature. "Plus aucun parti n'ose aujourd'hui dire qu'il ne négociera jamais avec la N-VA. D'ailleurs, même Elio Di Rupo a négocié en 2010 et ça a duré un an", glisse Pierre Verjans, politologue à l'ULiège. De sombres revendications de la N-VA auraient été couchées sur le papier de cahiers Atoma, pour un nouveau round après les élections. Avant que la crise sur les questions migratoires, qui a entraîné la chute du gouvernement, ne secoue le cocotier. La N-VA a donc depuis rouvert le frigo. Mais qu'ont retenu les francophones de la 6^e réforme de l'État, à part le ballet de voitures pendant 541 interminables jours? Peut-être les allocations familiales qui viennent d'être versées en retard.

Les Belges, le diable et les détails

Pour Olivier Maingain, le pacte de Marrakech, qui a provoqué la démission de la N-VA, a démontré que nous étions loin d'être hors de danger. "La N-VA raisonne en termes souverainistes, explique le président de DéFI. Elle ne veut être contrainte à aucun mécanisme qu'on lui imposerait depuis un niveau de pouvoir supérieur. Or, vous ne pouvez pas pénaliser les accords internationaux pour des raisons régionales parce que c'est l'inverse d'un État efficace. Mais par tous les moyens, sur tous les sujets, la N-VA va chercher à forcer les francophones à aller au confédéralisme."

Vraiment? La N-VA a beau s'exciter, la dynamique institutionnelle est aujourd'hui peu présente en Flandre. En 2010, il en allait tout autrement. Du Vlaams Belang à Groen en passant évidemment par la N-VA, tous les partis étaient énervés et juraient qu'on ne les ferait pas rentrer dans un gouvernement fédéral sans une réforme de l'État et une scission du fameux arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV). "On ne retrouve pas ça aujourd'hui", souligne Jean Faniel, le directeur du Crisp, le Centre de recherche et d'information sociopolitiques. La question est donc de savoir jusqu'où la N-VA ira électoralement. Si elle se révèle indispensable au fédéral, avec des partis flamands qui n'osent pas se passer d'elle, la situation sera très délicate. "Mais on pourrait tenir la N-VA éloignée du fédéral et la maintenir à la Région flamande. Je ne sens pas de nécessité confédérale dans le chef de l'Open VLD qui veut plutôt refédéraliser certaines compétences tandis que le CD&V est → plutôt dans la digestion de la 6^e réforme de l'État. D'autres revendications pourraient intervenir par contre comme celles de la communauté germanophone, qui est en demande depuis dix ans. Mais ça peut se faire entre Wallons." Et de noter que d'autres réformes sont à l'agenda à Bruxelles. Rudi Vervoort (PS), Pascal Smet (sp.a) ou Zakia Khattabi (Écolo) veulent plus de lisibilité dans les institutions bruxelloises. Mais cela devrait passer par une réforme de l'État et il n'existe pas de consensus en la matière.

**La planète est en danger.
Alors la Flandre invente le
confédéralisme climatique.**

Le communautaire, au fond, est plutôt démodé. La population s'est lassée des gesticulations identitaires sur fond de Constitution. Les questions institutionnelles ne sont plus tendance. *"C'était déjà le cas en 2011. La population flamande a à peine salué la scission de BHV. Et depuis lors, la 6^e réforme de l'État a montré qu'elle n'apportait pas forcément de simplifications. Le fédéralisme montre ses limites."* Et puis, surtout, l'énergie et le climat se sont aujourd'hui imposés à l'agenda. Sauf que le diable communautaire peut ressurgir là où on l'attend le moins. *"Le CD&V et l'Open VLD ne veulent pas de grande réforme de l'État, mais ils ont des demandes, comme sur la loi climat. Le CD&V demande qu'on fasse fonctionner ce qui existe déjà sans une loi spéciale"*, note Jean Faniel.

Nous y revoilà. Ce qui ne rentre pas par la porte constitutionnelle, fermée pendant toute la législature, se repointe à la fenêtre des préoccupations des gens - et des jeunes - de manière plus subversive. Ainsi, dénonce Olivier Maingain, sur la loi spéciale climat se joue aujourd'hui ni plus ni moins que le test de viabilité de l'État belge. *"S'il n'y a plus d'autorité au centre qui joue les arbitres, vous n'avez plus d'État. C'est ça, le confédéralisme."* Concrètement? La 6^e réforme de l'État a créé une communauté métropolitaine qui devait sauver notamment la mobilité autour de Bruxelles, en permettant de créer des parkings de dissuasion autour de la capitale, comme cela se fait partout ailleurs. Mais cette métropole institutionnelle est restée une coquille vide. *"Créer des parkings de dissuasion sur le territoire flamand est insupportable aux yeux de certains en Flandre. La seule manière de forcer le débat est d'instituer un péage urbain."*

Crash test écologique

Voilà où nous en sommes avec la théorie "perverse" de Bart De Wever sur les deux démocraties. Y a-t-il deux climats en Belgique? *"C'est absurde, tonne le patron de DÉFI. Mais la N-VA est souverainiste et les souverainistes nient tous les enjeux de solidarité. Le nationalisme met en péril l'efficacité de l'État en niant jusqu'aux engagements internationaux."* Et les partis flamands, même s'ils se veulent raisonnables, sont sous le joug de cette logique nationaliste. Quant aux francophones, hormis chez DÉFI, forcément, on préfère se taire. *"Oui, le carrousel communautaire est de retour, confie un élu francophone. Croire que la Flandre, qui veut toujours plus de compétences, va s'écraser pour le climat, c'est illusoire. Dire à travers une loi spéciale fédérale qu'on va donner des ordres aux Régions, c'est jouer avec le feu. 80 % des compétences sur le climat sont régionales."* La planète est en danger. Mais la Flandre est en train d'inventer le confédéralisme climatique. ✖

La boîte de Pandore

Pour la première fois depuis 1985, on pourrait très bien ne pas avoir de déclaration de révision de la Constitution", annonce le constitutionnaliste de l'ULiège, Christian Behrendt. Pour qu'il y ait une déclaration de révision, et mettre un pied dans une 7^e réforme de l'État, il faut une liste provenant de la Chambre et du Sénat et une autre du gouvernement. *"Et cela vaut même pour un gouvernement en affaires courantes."* Or on ne sait pas si Charles Michel ouvrira la boîte de Pandore. Une soixantaine de constitutionnalistes viennent de demander qu'on "rajeunisse" la Constitution, avec le risque de l'engrenage institutionnel. De toute façon, on n'est jamais sauvés. La 5^e réforme de l'État s'est faite sans révision de la Constitution...